

LES ANNONCES SONT REÇUES :
A MARSEILLE : Chez M. G. Girard,
rue Pavillon, 31 et dans nos bureaux ;
A PARIS : à l'Agence Havas, place
de la Bourse, 8.

ABONNEMENTS :
B. de R. et départ. 3 mois 6 mois 1 an
mensuels limitrophes, 8 fr. 15 fr. 28 fr.
France et Colonies... 9 fr. 17 fr. 32 fr.
Étranger... 12 fr. 22 fr. 40 fr.

Les abonnements partent du 1^{er}
et du 16 de chaque mois

Toute la lumière et toute la justice

On semble déplorer en certains milieux que la lettre de M. Léon Daudet au président de la République ait reçu la publicité éclatante de la tribune. Nous estimons au contraire que cette publicité était indispensable. Si le document accusateur était demeuré secret, selon le désir de son auteur lui-même, il est aisé de deviner ce qui se serait produit. M. Daudet n'aurait pas manqué de faire allusion dans son journal à sa démarche secrète. Il aurait écrit des notes dans ce genre : « M. Malvy est un traître avéré et j'ai averti qui de droit ». Ainsi la calomnie immonde aurait peut-être fait son chemin sans que l'ex-ministre accusé eût eu un moyen de confondre à la fois l'imposture et l'imposteur.

Nous avons le droit de faire cette hypothèse car nous pouvons invoquer un précédent. Ce précédent, c'est la visite faite il y a quelque temps par M. Léon Daudet à l'un des ministres du Cabinet Ribot ; à M. Maginot. Par quelle aberration l'ex-ministre des Colonies avait-il accepté de devenir le confident de celui qui prétend se dresser insolètement comme le Procureur du Roy en face d'une République sans défense ? C'est ce que nous renonçons à comprendre. Mais qu'il en soit à cet égard, une chose demeure certaine ; c'est que M. Léon Daudet s'empressa d'exploiter la chose au profit de sa campagne contre M. Malvy en écrivant à maintes reprises qu'il avait été reçu par un ministre et qu'il avait mis ce ministre au courant des effroyables crimes de trahison perpétrés par ledit M. Malvy.

On voit tout le parti qu'il tirait de ce simple petit fait : le mystère même dont avait été entourée la visite ajoutait à l'effet mélodramatique de l'allusion. Eh ! bien, M. Maginot a révélé au cours de la séance de jeudi les fausses accusations que M. Léon Daudet lui avait apportées contre M. Malvy, accusations qui ont trait à de prétendues conférences criminelles que l'ancien ministre de l'Intérieur aurait eues avec un homme qu'il n'a jamais connu, dans un village où il n'est jamais allé... La montagne en gigantesque labeur n'accouchait même pas d'une souris et la sombre histoire truquée de Vaucaresson s'effondrait en un instant au milieu de l'illuminé générale.

Nous savons bientôt si le Procureur du Roy a dans son sac beaucoup d'autres histoires du même genre ou d'un genre différent. Mais en tout cas, tout le monde doit se féliciter qu'il ait été mis en demeure de sortir le fond de ce sac. C'en est fini des accusations gratuites : il faut que l'accusateur fournisse des preuves indéniables et non plus de grotesques inventions.

M. Malvy a fort bien fait de monter à la tribune pour dire : « Je n'accepte pas que le silence soit fait sur cette lettre ». L'opinion publique ne saurait en effet se résigner au silence ni au mystère. Elle réclame à bon droit toute la lumière : toute la justice contre le traître, s'il y a un traître, mais aussi contre le calomniateur s'il est établi que l'accusateur n'est qu'un calomniateur.

LA MORT DE KITCHENER

C'est par le Cour de Russie que l'Allemagne aurait connu le départ de Kitchener.

On lit dans le journal Star, de Kansas City :

Un marin suédois, Axel Björnsen, qui a servi dans les sous-marins allemands, a déclaré au *Saint-Paul Pioneer Press* qu'il en croit un marin allemand de qui il tenait la nouvelle, le projet du voyage de Kitchener en Russie avait été dévoilé aux Allemands par le Cour de Russie. Quatre sous-marins furent envoyés dans la mission de couler le *Hampshire* coté que coté. Ils l'éprouvèrent deux jours avant son départ et l'attaquèrent pendant une tempête. Ce fut la seconde torpille qui coula le croiseur portant Kitchener. Björnsen, au cours d'une conversation avec le commandant Steinhilber, qui commandait le sous-marin où il servait, lui fit remarquer que le service d'espionnage allemand à Londres devait être bien organisé.

Londres ! dit le commandant. Croyez-vous que l'information soit venue de Londres ?

— D'où donc aurait-elle pu venir ? Pensez-vous qu'elle n'aurait pas été connue de la Russie ?

LES SOUVERAINS DE LA QUADRUPLE

Les Dernières Nouvelles de Munich disent que le bruit court à Vienne qu'une rencontre importante des souverains de la Quadruple aurait prochainement lieu à Sofia ou se rendrait le kaiser, l'empereur Charles et le sultan.

LA NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE

Paris, 7 Octobre.

A la Chambre, dans tous les partis, s'affirme nettement un courant d'opinion très marqué contre toute mesure de restriction pouvant porter atteinte sous quelque forme que ce soit au principe de la liberté de la presse et à l'exercice des droits que la loi de 1881 a consacrés.

Un de nos confrères a demandé à plusieurs députés de toutes les fractions républicaines leur avis sur le projet de loi relatif au régime de la presse. Tous sont d'avis qu'une nouvelle loi est inutile. Ils disent que le gouvernement est suffisamment armé par les textes actuels, pour réprimer la diffamation et la calomnie.

D'autre part, M. Jean Dupuy a répondu à un rédacteur du *Temps* : « Tout ce que je puis vous dire, c'est que vous pouvez, vous et vos confrères, vous tranquilliser. Si le projet est déposé, il ne tendra pas à modifier la loi de 1881. Ce n'est pas le moment d'improviser. »

DES OFFICIERS ESPAGNOLS

Gijón, 7 Octobre.

On annonce le départ de Madrid de plusieurs officiers de la marine espagnole qui s'embarqueront sur des vaisseaux-hôpitaux italiens.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 7 Octobre.

Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant :

Activité des deux artilleries dans le secteur Vaucaresson-Laffaux-Hurtelbise sur la rive droite de la Meuse, notamment au bord de la cote 314 et vers Besonvaux.

En Champagne, nous avons repoussé, hier, en fin de journée, un fort coup de main dirigé sur nos tranchées de la ferme Navarin.

L'ennemi a subi des pertes sensibles dans les prisonniers entre nos mains, sans obtenir le moindre résultat.

Rien à signaler sur le reste du front.

ROMAN DE CHRISTIANE

TROISIÈME PARTIE
PÈRE ET FILS

— Et c'était en tremblant... c'était, sous le calme apparent qui se forçait de volonté elle imposait à son visage comme à sa voix, c'était le cœur plein d'une angoisse anxieuse, quelle attendait l'arrêt invoqué.

— Cet arrêt qui allait l'absoudre ou la condamner.

— Calmer ses terreurs et ses remords, ou la rendre malheureuse à jamais.

Mais Pierre se taisait.

Pendant des minutes qui semblèrent mortellement longues à la pauvre femme... elle alla et vint, malgré l'obscurité, à travers la chambre.

— D'un pas fiévreux... saccadé.

Et des mots... sans suite... s'échappaient par instants de ses lèvres :

— Mon père... cet homme ? le crime... la malheureuse !... le crime...
Tout à coup il s'arrêta.

LA GUERRE

LA GUERRE

PROPOS DE GUERRE

Les Négriers

Cette malheureuse qui a deux enfants et son mari malade, travaille chez elle à la confection de vêtements. On lui donne... Seule une personne très haut placée aurait pu connaître le voyage de Kitchener, dit Björnsen.

— La plus haut placée, répondit Steinhilber, la plus haut placée de toutes.

LA SITUATION

LA SITUATION

Paris, 7 Octobre.

Combien de fois déjà n'ai-je pas écrit que le blocus de l'Allemagne allait être enfin effectué. Puis, devant la répugnance des Alliés d'imposer aux neutres des souffrances imméritées ou devant l'impossibilité matérielle de les réaliser suivant leurs besoins stricts, tout en les empêchant de ravitailler un ennemi au moyen de leurs propres ressources, les mesures proposées étaient elles-mêmes appliquées partiellement.

Elles manquaient encore de beaucoup.

Il n'est pas douteux que le problème est difficile. Il était même impossible tant que les Etats-Unis n'étaient pas en guerre. L'entrée de la grande République américaine dans le conflit mondial a simplifié la question, mais de grands Etats neutres restent dans l'Amérique du Sud, des lesquels la Suède, le Danemark, la Hollande trouvent à acheter tout ce qu'ils veulent, ce qui leur permet de s'enrichir en rétrogradant à l'Allemagne leurs propres produits remplacés par l'exportation. Ce commerce, que je ne veux pas qualifier, prolonge la guerre. Et cet état de choses ne saurait durer davantage.

Il faut donc trouver un moyen d'être mis en parallèle avec la nécessité pour les Alliés d'en finir avec des pratiques de neutres qui nous coûtent le meilleur de notre sang. Le gouvernement de Washington l'a fait de la façon la plus nette et il vient d'empêcher de la manière la plus absolue dans l'Amérique du Sud, les Hollandais, grâce auquel l'Allemagne a pu venir.

Il a fallu plus de trois ans pour arriver là. Espérons que cette fois, c'est la fin du blocus théorique faisant faussement duquel rien ne pourra plus parvenir de nulle part à l'Amérique du Nord, la route duquel le vieux monde est couvert de sang.

La bataille sur notre front n'est pas finie. Elle pourrait même s'étendre. L'Allemagne fait un effort colossal au point de vue de l'aviation. On le sait chez nous. Est-ce que nous y répondons par un effort analogue ?

Il faut que toutes les mines travaillent à force ? Est-on sûr d'avoir utilisé tous les moyens de production dont nous disposons ?

C'est la question que doit se poser le nouveau secrétaire d'Etat, M. Dumesnil ? Nous attendons ses décisions.

UN APPEL DE LA DÉMOCRATIE RUSSE

Il faut que la démocratie mondiale soutienne la Révolution russe.

La Russie ne fera pas de paix séparée.

Pétrograd, 7 Octobre.

Au cours de la dernière séance, à la Conférence démocratique, le député Dan a déclaré :

La Conférence ne peut pas se cloîtrer sans prononcer sur la guerre. Aussi proposai-je de la part de la fraction minimaliste du Parti des socialistes démocrates de voter un appel aux démocrates du monde entier. Cet appel débute par la constatation que la Russie est l'ennemi intérieur qui est contre la révolution et qui cherche à mettre à profit les malheurs de la patrie. Il y a six mois, porte l'appel, la démocratie russe proclama la nécessité d'une paix sans annexions ni indemnités sur les bases d'une paix séparée avec l'impérialisme allemand, espérant que les peuples des deux coalitions se soulevaient et pousseraient leurs gouvernements vers une paix générale démocratique. Cependant, cette paix n'arriva pas et depuis lors, la situation militaire de la Russie empira considérablement, les Allemands profitant de sa désorganisation, pénétrant à l'intérieur du pays, encourageant la contre-révolution militaire.

La démocratie russe, déclare l'appel, résistera par toutes ses forces à l'envahissement de la patrie par les armées étrangères. Elle ne tolérera pas que l'on sarrache ses territoires ou qu'on aiente à son indépendance, mais la cause de la défense de la Russie révolutionnaire est aussi celle de toute la démocratie mondiale. La répression de la révolution russe signifierait une paix entraînant l'abaissement et la spoliation d'un des pays belligérants, paix qui mettrait le monde de-

LA GUERRE

LA GUERRE

GRANDE ACTIVITÉ DE L'ARTILLERIE SUR LE FRONT ANGLAIS

Bâle, 7 Octobre.

La Gazette de Francfort essayant d'amoindrir la portée des récents succès anglais est cependant obligée de conclure que le terrain sur lequel les Anglais réalisèrent leur dernière avance n'est certainement pas sans valeur stratégique. Il ne faut pas le contester, ajoute l'auteur, mais il faudrait aussi mentionner qu'il n'est pas certain que les succès anglais soient le résultat de la supériorité de leur artillerie.

LA SITUATION

Paris, 7 Octobre.

C'est pourquoi la Conférence démocratique appelle la démocratie mondiale à contribuer de tous ses efforts à la révolution russe.

Le bureau de la Conférence a délibéré sur l'appel du député Dan. Le président a fait ensuite la déclaration suivante :

La Conférence démocratique confirme la ferme volonté de toute la démocratie de lutter pour la réalisation d'une paix sans annexions ni indemnités. Elle émet le vœu que cette volonté soit exprimée par un manifeste dont les termes sont à rédiger par le bureau, complété par les représentants de tous les partis participant à la Conférence.

La Conférence, à l'unanimité moins une voix, a adopté l'idée manifestée de prendre séance de l'avant-parlement se tiendra le 6 octobre dans la salle de la Municipalité.

L'AMÉRIQUE

contre l'Allemagne

Le Pérou rompt avec l'Allemagne

New-York, 7 Octobre.

Une dépêche de Lima annonce que le Congrès du Pérou a voté, hier, à la quasi unanimité, la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne dans les termes suivants :

En vue d'une déclaration du ministre des Affaires Étrangères et d'accord avec les principes proclamés par le ministère et les Chambres, le Congrès approuve la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne proposée par le gouvernement.

Cette résolution a été votée par 105 voix contre 6.

Le ministre du Pérou à Berlin

refuse de présenter l'ultimatum

Londres, 7 Octobre.

Une dépêche de Valparaiso dit qu'une grande indignation a été causée à Lima par la nouvelle reçue du ministre péruvien à Berlin, M. von den Heide, annonçant qu'il n'a pas présenté l'ultimatum de son gouvernement à l'Allemagne, parce qu'il estimait que l'ultimatum était basé sur une erreur. Ce dernier exigeait que l'Allemagne, dans un délai de huit jours, donnât entièrement satisfaction au gouvernement péruvien au sujet du torpillage du « Norton », faute de quoi les relations diplomatiques seraient rompues entre les deux pays, M. von den Heide est d'origine allemande.

La Rupture de l'Uruguay

avec l'Allemagne

Montevideo, 7 Octobre, 2 h. 20.

La Chambre des députés, à 2 heures du matin, a voté, par 74 voix contre 23, la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne.

Montevideo, 7 Octobre, 2 h. 25.

Le Sénat a voté la rupture avec l'Allemagne par 13 voix contre 3.

C'est sur la proposition du ministre des Affaires Étrangères que le Sénat et la Chambre des députés, réunis en séance secrète, ont décidé de rompre les relations avec l'Allemagne.

Les Evénements de Grèce

Devant la Commission parlementaire

Athènes, 7 Octobre.

Une pénible impression se dégage des dépositions que font devant la Commission parlementaire d'enquête les ministres des cabinets d'absolutisme.

M. Tsellos, ancien ministre de l'Intérieur, a déclaré que l'engagement des volontaires épistates à la veille des événements de décembre, a été fait par ordre de l'actuel major de la Commission d'interrogation, M. Tsellos a déclaré qu'il accepta de participer au cabinet Lambros en vue de conduire au rapprochement de l'Entente, et lorsque le président de la République, M. Venizelos, lui demanda pourquoi, au lendemain du massacre des soldats de l'Entente, il persista à rester au pouvoir, M. Tsellos répondit naïvement que l'Entente n'exigea pas la démission du cabinet.

M. Zaleostas, ancien ministre des Affaires Étrangères, déclare qu'il n'assume aucune responsabilité en dehors des décisions des Conseils des ministres et des actes portant sa propre signature. Il déclare également qu'il participa au cabinet en vue d'une réconciliation de l'Entente.

Il rejette sur M. Lambros la formation de bandes en Thessalie, l'organisation de la propagande anti-entente en Amérique (notamment par la subordination de Hibber, correspondant connu) ; il confirme l'existence des communications entre le roi Constantin et le kaiser par chiffre secret que détenait le secrétaire particulier du roi déchu.

DISCOURS DE M. MISTRAL

M. Mistral, député de l'Isère, minoritaire, objections que je n'aurais pas faites devant un ordre.

— Parle, mère.

— Laisse-moi te demander si c'est avec l'intention d'aller à ton père... oh ! l'homme c'est ton droit... comme c'est presque ton devoir... que tu désires connaître ce nom.

Elle sentit tressaillir les mains de son fils.

— Non... mère je n'ai pas l'intention d'aller à ton père... entre vous il y a un fossé... un abîme qui, pour le moment, ne pourrait être comblé... Tu m'as déclaré qu'il fallait choisir entre toi et lui... Je comprends ce désir ; je m'incline devant lui et je reste à qui tu auras aimé, à qui tu aimeras bien toujours.

— Alors, ajouta-t-elle plus bas encore, si bas que ce fut à peine si l'entendit ses paroles... alors, pourquoi désirer connaître ce nom ? La vie peut te remettre en face de cet homme et lui.

— Et n'ayant plus d'estime pour lui je ne pourrais qu'en souffrir... tu as raison, Pierre, garde donc ton secret.

Il déposa un dernier baiser sur les joues, mouillées de larmes, de la pauvre femme.

— Et il l'entraîna doucement.

— Le passé est racheté... dit-il.

Puis encore, avec une voix singulière...

SUR NOTRE FRONT

SUR NOTRE FRONT

Communiqué officiel anglais

7 Octobre.

Grandes activités d'artillerie au cours de la nuit, sur le front de bataille.

Un coup de main, exécuté avec succès, sur les positions allemandes au sud-est de Broodseinde, nous a permis de faire subir des pertes à l'ennemi et de ramener vingt prisonniers et une mitrailleuse.

Une tentative de coup de main ennemi a échoué au sud du canal d'Ypres à Comines.

Un autre raid a été effectué à l'ouest de la cité Saint-Eloi par des troupes du comté de Leicester.

Le temps est pluvieux et beaucoup plus froid.

La défaite des Allemands

Paris, 7 Octobre.

Le canon qui tonne avec un vigoureux tonnement, sur les 15 kilomètres du nouveau front de bataille entre Pontepelle et Aveluy, doit préparer les Allemands de la 2^e armée à de nouveaux déboires. Il paraît hors de doute que les Anglais qui ont lâché au cours des semaines dernières de vigoureux coups d'infanterie, au sud des positions conquises le 4 octobre, vont chercher à exploiter leur victorieuse avance.

Le Congrès socialiste de Bordeaux

Deuxième Journée

Bordeaux, 7 Octobre.

La deuxième journée du Congrès national du parti socialiste semble devoir être aussi mouvementée que la précédente. Les congressistes sont d'ailleurs plus nombreux que la veille.

Séance du matin

La séance s'ouvre à 10 heures, sous la présidence de M. Goude, député de Brest. L'assemblée est appelée à prendre une décision pour mettre fin à l'incident d'hier relatif aux membres du parti qui n'ont pas accepté leurs cotisations. M. Girey explique pourquoi il s'est refusé à verser à la Caisse centrale : Simple ouvrier, dit-il, je n'ai pas cru devoir faire mieux que d'autres parlementaires qui ne payent pas non plus.

M. Raffin-Dugues expose ensuite qu'au cours d'une réunion tenue hier soir par les minoritaires et les identitaires, son collègue Brizon et lui ont décidé de payer l'arrêté de leurs cotisations. Il proteste seulement contre ce fait que, seuls, les identitaires ont été admis en cause à ce sujet alors que trente autres membres du parti étaient dans le même cas, et maintenant, conclut-il, vigoureusement, nous à la porte.

M. Brizon déclare également qu'il s'incline devant la volonté du parti, mais ajoute que le jour la mort dans l'âme, car mon argent servira à faire de la propagande pour la guerre.

DISCOURS DE M. VARENNE

L'incident étant clos, la discussion générale est reprise. C'est M. Alexandre Varenne, député du Puy-de-Dôme, minoritaire, qui monte à la tribune. Il ne veut pas revenir, dit-il, sur les origines de la guerre qui sont établies à la charge de l'Allemagne, indiscutablement. Un seul problème se pose, celui de la valeur de la paix et non pas celui de la date de la paix. Le parti socialiste ne peut pas être le « maquignon de la diplomatie ». Il est responsable, plus que tout autre, de ce que sera la paix, et s'adressant aux minoritaires l'orateur fait le tableau des conséquences d'une paix prématurée : Renforcement du militarisme, aggravation des budgets de l'Europe en état de conflit latent, dans quelle situation se trouverait alors le socialisme ? Il affirme que la paix sera assurée par la Société des Nations, et comme les minoritaires font entendre des protestations ironiques, M. Varenne leur répond aux applaudissements des majoritaires : Il est vraiment curieux que vous soyez réconciliés avec M. Clemenceau pour voter à cette idée, car il est évident que l'Allemagne avait pensé avant contre elle toutes les forces de l'univers, elle aurait hésité à déclarer la guerre.

Un congressiste minoritaire accusant alors M. Varenne de n'être qu'un député par des ambitions ministérielles, ce dernier très vivement soutenu par les majoritaires réplique : Il y a onze ans, un membre de ce parti sollicita de devenir ministre de l'Instruction Publique, accepta, tandis que moi j'ai refusé par simple esprit de discipline. J'ai donc fait pleinement mon devoir de socialiste.

L'incident est clos sur ces mots et M. Varenne poursuit son exposé : L'Internationalisme doit être sauvegardé, dit-il. Ainsi j'ai voté la participation à la Conférence de Stockholm, mais si c'est pour établir une quelconque paix, présente-t-il aussitôt, je n'y vais pas, car le socialisme ne doit pas mettre sa signature au bas d'un accord qui nous donnerait la paix éternelle, mais qui nous empêcherait de nous rassembler avec le problème. C'est notre premier débat public. La presse assiste à notre Congrès. Nous parlons pour la France, pour nos mandats même, pour le monde. C'est pourquoi, conclut-il, faut que notre parti parle un langage de franchise et de clarté.

DISCOURS DE M. MISTRAL

M. Mistral, député de l'Isère, minoritaire, lui succède à la tribune. Nous ne voulons pas opter, déclare-t-il, entre la paix du vaincu et la paix du vainqueur. Entre ces deux alternatives, il y a la place pour la victoire du droit, la place pour nous, nous sommes tous d'accord sur ces idées de principe.

Selon lui, la réunion de l'Internationale est le moyen le plus pacifique pour arriver à ce résultat.

Ayant fait l'historique de la Conférence de Stockholm, M. Mistral demande à l'assemblée si elle entend demander à l'assemblée de purs vœux touchant la reprise des relations internationales, et si elle ne voudrait pas faire en sorte que le désir du Parti de vivre en paix, sans que nous soyons victimes des crédits de guerre, M. Mistral s'écrit, aux applaudissements de la majorité des congressistes : « Au jour de la déclaration de la guerre, sans qu'il soit nécessaire de réunir un congrès tout le peuple français, socialistes ou non ; et peut-être les socialistes plus que les autres, ont répondu à l'ordre de mobilisation, car quand un pays est attaqué, ses enfants se défendent.

Et toujours acclamé par les majoritaires, il poursuit : « Nous sommes pour la défense nationale, et comment pourrait-il en être autrement ! »

M. Renaudel fait de son côté cette déclaration : « Le Comité pour la reprise des relations internationales n'est pas de l'avis de M. Mistral. Dans ses brochures, il s'agit d'un devoir de lutte contre la guerre. Je suis d'accord avec M. Mistral, conclut M. Renaudel, mais pas avec M. Renaudel.

M. Mistral, terminant son discours, traite de la collaboration ministérielle. Il met au consentement du Parti cette condition essentielle : la dévotion des passeports pour que les députés socialistes puissent assister aux Conférences internationales.

M. Bedouce. — Je n'accepterai la collaboration du Parti au ministère qu'à cette seule condition.

M. Compe-Morel. — Il faut parler net et dire si le Parti entend mettre comme base à sa collaboration au gouvernement la dévotion des passeports ? nous, nous acceptons de soutenir tout gouvernement de défense nationale quel qu'il soit, sans lui demander autre chose que de mener activement la guerre pour hâter la paix. Les minoritaires font à cet exposé une vive opposition. La séance se termine sur cette intervention. Il est midi. Le Congrès se réunira cet après-midi, à 2 heures.

Séance de l'après-midi

Bordeaux, 7 Octobre.

Le Congrès national du Parti socialiste a repris ses délibérations cet après-midi, à 2 heures 15.

La séance est présidée par M. Varenne, député.

La parole est donnée à M. Dubreuilh, secrétaire du parti, qui expose la consistance des adresses de sympathie des sections socialistes, italiennes et américaines. Il lit également un long télégramme de M. Henderson, au nom du Labour Party.

L'ancien ministre travailliste souhaite qu'une Conférence socialiste internationale se tienne bientôt, et tout en déclarant nettement que l'Internationale ne peut se réunir pendant la guerre, forme des vœux pour que l'unité soit réalisée au sein du Parti socialiste français dans ce but.

Enfin, il affirme la volonté des travailleurs anglais de poursuivre la lutte jusqu'à la paix victorieuse.

M. Costantini prend ensuite la parole, au nom des socialistes suisses, qui ont émis, il expose les lourds sacrifices consentis par la petite nation martyre, tout en se

DISCOURS DE M. MISTRAL

M. Mistral, député de l'Isère, minoritaire, lui succède à la tribune. Nous ne voulons pas opter, déclare-t-il, entre la paix du vaincu et la paix du vainqueur. Entre ces deux alternatives, il y a la place pour la victoire du droit, la place pour nous, nous sommes tous d'accord sur ces idées de principe.

Selon lui, la réunion de l'Internationale est le moyen le plus pacifique pour arriver à ce résultat.

Ayant fait l'historique de la Conférence de Stockholm, M. Mistral demande à l'assemblée si elle entend demander à l'assemblée de purs vœux touchant la reprise des relations internationales, et si elle ne voudrait pas faire en sorte que le désir du Parti de vivre en paix, sans que nous soyons victimes des crédits de guerre, M. Mistral s'écrit, aux applaudissements de la majorité des congressistes : « Au jour de la déclaration de la guerre, sans qu'il soit nécessaire de réunir un congrès tout le peuple français, socialistes ou non ; et peut-être les socialistes plus que les autres, ont répondu à l'ordre de mobilisation, car quand un pays est attaqué, ses enfants se défendent.

Et toujours acclamé par les majoritaires, il poursuit : « Nous sommes pour la défense nationale, et comment pourrait-il en être autrement ! »

M. Renaudel fait de son côté cette déclaration : « Le Comité pour la reprise des relations internationales n'est pas de l'avis de M. Mistral. Dans ses brochures, il s'agit d'un devoir de lutte contre la guerre. Je suis d'accord avec M. Mistral, conclut M. Renaudel, mais pas avec M. Renaudel.

M. Mistral, terminant son discours, traite de la collaboration ministérielle. Il met au consentement du Parti cette condition essentielle : la dévotion des passeports pour que les députés socialistes puissent assister aux Conférences internationales.

M. Bedouce. — Je n'accepterai la collaboration du Parti au ministère qu'à cette seule condition.

M. Compe-Morel. — Il faut parler net et dire si le Parti entend mettre comme base à sa collaboration au gouvernement la dévotion des passeports ? nous, nous acceptons de soutenir tout gouvernement de défense nationale quel qu'il soit, sans lui demander autre chose que de mener activement la guerre pour hâter la paix. Les minoritaires font à cet exposé une vive opposition. La séance se termine sur cette intervention. Il est midi. Le Congrès se réunira cet après-midi, à 2 heures.

DISCOURS DE M. MISTRAL

M. Mistral, député de l'Isère, minoritaire, lui succède à la tribune. Nous ne voulons pas opter, déclare-t-il, entre la paix du vaincu et la paix du vainqueur. Entre ces deux alternatives, il y a la place pour la victoire du droit, la place pour nous, nous sommes tous d'accord sur ces idées de principe.

Selon lui, la réunion de l'Internationale est le moyen le plus pacifique pour arriver à ce résultat.

Ayant fait l'historique de la Conférence de Stockholm, M. Mistral demande à l'assemblée si elle entend demander à l'assemblée de purs vœux touchant la reprise des relations internationales, et si elle ne voudrait pas faire en sorte que le désir du Parti de vivre en paix, sans que nous soyons victimes des crédits de guerre, M. Mistral s'écrit, aux applaudissements de la majorité des congressistes : « Au jour de la déclaration de la guerre, sans qu'il soit nécessaire de réunir un congrès tout le peuple français, socialistes ou non ; et peut-être les socialistes plus que les autres, ont répondu à l'ordre de mobilisation, car quand un pays est attaqué, ses enfants se défendent.

Et toujours acclamé par les majoritaires, il poursuit : « Nous sommes pour la défense nationale, et comment pourrait-il en être autrement ! »

M. Renaudel fait de son côté cette déclaration : « Le Comité pour la reprise des relations internationales n'est pas de l'avis de M. Mistral. Dans ses brochures, il s'agit d'un devoir de lutte contre la guerre. Je suis d'accord avec M. Mistral, conclut M. Renaudel, mais pas avec M. Renaudel.

M. Mistral, terminant son discours, traite de la collaboration ministérielle. Il met au consentement du Parti cette condition essentielle : la dévotion des passeports pour que les députés socialistes puissent assister aux Conférences internationales.

M. Bedouce. — Je n'accepterai la collaboration du Parti au ministère qu'à cette seule condition.

M. Compe-Morel. — Il faut parler net et dire si le Parti entend mettre comme base à sa collaboration au gouvernement la dévotion des passeports ? nous, nous acceptons de soutenir tout gouvernement de défense nationale quel qu'il soit, sans lui demander autre chose que de mener activement la guerre pour hâter la paix. Les minoritaires font à cet exposé une vive opposition. La séance se termine sur cette intervention. Il est midi. Le Congrès se réunira cet après-midi, à 2 heures.

DISCOURS DE M. MISTRAL

M. Mistral, député de l'Isère, minoritaire, lui succède à la tribune. Nous ne voulons pas opter, déclare-t-il, entre la paix du vaincu et la paix du vainqueur. Entre ces deux alternatives, il y a la place pour la victoire du droit, la place pour nous, nous sommes tous d'accord sur ces idées de principe.

Selon lui, la réunion de l'Internationale est le moyen le plus pacifique pour arriver à ce résultat.

Ayant fait l'historique de la Conférence de Stockholm, M. Mistral demande à l'assemblée si elle entend demander à l'assemblée de purs vœux touchant la reprise des relations internationales, et si elle ne voudrait pas faire en sorte que le désir du Parti de vivre en paix, sans que nous soyons victimes des crédits de guerre, M. Mistral s'écrit, aux applaudissements de la majorité des congressistes : « Au jour de la déclaration de la guerre, sans qu'il soit nécessaire de réunir un congrès tout le peuple français, socialistes ou non ; et peut-être les socialistes plus que les autres, ont répondu à l'ordre de mobilisation, car quand un pays est attaqué, ses enfants se défendent.

Et toujours acclamé par les majoritaires, il poursuit : « Nous sommes pour la défense nationale, et comment pourrait-il en être autrement ! »

M. Renaudel fait de son côté cette déclaration : « Le Comité pour la reprise des relations internationales n'est pas de l'avis de M. Mistral. Dans ses brochures, il s'agit d'un devoir de lutte contre la guerre. Je suis d'accord avec M. Mistral, conclut M. Renaudel, mais pas avec M. Renaudel.

M. Mistral, terminant son discours, traite de la collaboration ministérielle. Il met au consentement du Parti cette condition essentielle : la dévotion des passeports pour que les députés socialistes puissent assister aux Conférences internationales.

M. Bedouce. — Je n'accepterai la collaboration du Parti au ministère qu'à cette seule condition.

M. Compe-Morel. — Il faut parler net et dire si le Parti entend mettre comme base à sa collaboration au gouvernement la dévotion des passeports ? nous, nous acceptons de soutenir tout gouvernement de défense nationale quel qu'il soit, sans lui demander autre chose que de mener activement la guerre pour hâter la paix. Les minoritaires font à cet exposé une vive opposition. La séance se termine sur cette intervention. Il est midi. Le Congrès se réunira cet après-midi, à 2 heures.

LA GUERRE

LA GUERRE

GRANDE ACTIVITÉ DE L'ARTILLERIE SUR LE FRONT ANGLAIS

Bâle, 7 Octobre.

La Gazette de Francfort essayant d'amoindrir la portée des récents succès anglais est cependant obligée de conclure que le terrain sur lequel les Anglais réalisèrent leur dernière avance n'est certainement pas sans valeur stratégique. Il ne faut pas le contester, ajoute l'auteur, mais il faudrait aussi mentionner qu'il n'est pas certain que les succès anglais soient le résultat de la supériorité de leur artillerie.

LA SITUATION

Paris, 7 Octobre.

C'est pourquoi la Conférence démocratique appelle la démocratie mondiale à contribuer de tous ses efforts à la révolution russe.

Le bureau de la Conférence a délibéré sur l'appel du député Dan. Le président a fait ensuite la déclaration suivante :

La Conférence démocratique confirme la ferme volonté de toute la démocratie de lutter pour la réalisation d'une paix sans annexions ni indemnités. Elle émet le vœu que cette volonté soit exprimée par un manifeste dont les termes sont à rédiger par le bureau, complété par les représentants de tous les partis participant à la Conférence.

La Conférence, à l'unanimité moins une voix, a adopté l'idée manifestée de prendre séance de l'avant-parlement se tiendra le 6 octobre dans la salle de la Municipalité.

L'AMÉRIQUE

contre l'Allemagne

Le Pérou rompt avec l'Allemagne

New-York, 7 Octobre.

Une dépêche de Lima annonce que le Congrès du Pérou a voté, hier, à la quasi unanimité, la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne dans les termes suivants :

En vue d'une déclaration du ministre des Affaires Étrangères et d'accord avec les principes proclamés par le ministère et les Chambres, le Congrès approuve la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne proposée par le gouvernement.

Cette résolution a été votée par 105 voix contre 6.

Le ministre du Pérou à Berlin

refuse de présenter l'ultimatum

Londres, 7 Octobre.

Une dépêche de Valparaiso dit qu'une grande indignation a été causée à Lima par la nouvelle reçue du ministre péruvien à Berlin, M. von den Heide, annonçant qu'il n'a pas présenté l'ultimatum de son gouvernement à l'Allemagne, parce qu'il estimait que l'ultimatum était basé sur une erreur. Ce dernier exigeait que l'Allemagne, dans un délai de huit jours, donnât entièrement satisfaction au gouvernement péruvien au sujet du torpillage du « Norton », faute de quoi les relations diplomatiques seraient rompues entre les deux pays, M. von den Heide est d'origine allemande.

La Rupture de l'Uruguay

avec l'Allemagne

Montevideo, 7 Octobre, 2 h. 20.

La Chambre des députés, à 2 heures du matin, a voté, par

DIJONNIERES DEPECHEES DE LA GUERRE

PAR FIL SPECIAL

LA GUERRE EN ORIENT Sur le Front de Macédoine

Communiqué officiel français Paris, 7 Octobre. Communiqué de l'armée d'Orient du 6 octobre...

SUR LE FRONT ITALIEN Le raid aérien sur Cattaro

Une note officielle publiée ce soir dit : Cattaro, but de l'incursion aérienne italienne pendant la nuit du 3 au 4, est, comme...

Communiqué officiel

Le gouvernement fait, à 22 heures, le communiqué officiel suivant : Aucune action d'infanterie au cours de la journée...

Communiqué anglais

7 Octobre, 22 h. 30. Le temps a été orageux et la pluie est tombée en abondance toute la journée...

LES SCANDALES DE PARIS La Trahison de Bolo pacha

Les résultats de l'enquête américaine Les agissements de Bolo aux Etats-Unis Les millions furent versés par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Allemagne...

La participation du comte Bernstorff

Washington, 4 Octobre. Les fonctionnaires du département d'Etat déclarent posséder la preuve que Bernstorff dirigeait l'emploi des fonds versés à Bolo...

Les Sursis d'Appel des Classes 1903 à 1914

Paris, 7 Octobre. Pour répondre au vœu de la loi du 10 août 1917 et du décret du 5 octobre 1917 rendu pour son application...

Les Retraités des Chemins de Fer

Paris, 7 Octobre. Les délégués des groupements des retraités des chemins de fer français se sont réunis cet après-midi au siège de leur association...

Union syndicale des Marins du Commerce

Salaires des Equipages Marseillais La section marseillaise de l'Union syndicale des Marins du Commerce réunis de France...

Marseille et la Guerre

Moris au champ d'honneur Au nombre de nos concitoyens glorieusement tombés pour la défense de la Patrie...

SUR LE FRONT RUSSE Un Succès des Troupes russo-roumaines

Communiqué officiel Pétrograd, 7 Octobre. Le grand état-major russe nous fait le communiqué officiel suivant...

La Crise russe

Pétrograd, 7 Octobre. Dans la grande salle de la Municipalité a eu lieu l'ouverture de l'organe démocratique permanent, détaché de la Conférence démocratique et dénommé l'Avant-Parlement...

Le général Kornilov ne passera pas en Conseil de guerre

Pétrograd, 7 Octobre. Le général Kornilov ne passera pas en Conseil de guerre. Le Novorja Ijzen dit que les premiers résultats de l'enquête sur l'affaire Kornilov font croire que le général Kornilov ne recevra pas du Conseil de guerre...

La Rupture de l'Uruguay avec l'Allemagne

Montevideo, 7 Octobre. Un décret présidentiel proclame la rupture avec l'Allemagne et annonce que ses passeports ont été remis au ministre allemand.

Le Froid dans l'Est

La neige à la frontière Remiremont, 7 Octobre. Une vague de froid sévit sur la région. Après une tempête assez violente, la neige est apparue sur les hauteurs de la frontière...

Violente Tempête au Havre

Le Havre, 7 Octobre. Cet après-midi, vers une heure, une véritable tempête du Sud-Ouest, accompagnée d'une pluie diluvienne, s'est déchaînée sur le port et la ville...

LA DISTRIBUTION DU SUCRE Cafetiers, Hôtels, Restaurateurs

Les bons de sucre du mois d'octobre seront délivrés à la Mairie, place Villeneuve, 2, de 8 h. 30 à 11 h. 30 le matin, et de 2 h. 30 à 5 h. 30 l'après-midi, dans l'ordre suivant : Mardi 9 du courant, lettre G ; mercredi 10, lettres H, I, K ; jeudi 11, lettre L...

COMMUNICATIONS

Séances des Comités. Assemblée générale de toutes les sections, mécaniciens, moitiers, fondeurs, chaudronniers et similaires le 9 du courant à 8 h. 30 du soir, cinéma de la place de Lenche. Ordre du jour : Ratification du nouveau Conseil ; compte rendu du délégué aux constructions navales ; budgets ; correspondances de la Fédération ; questions diverses.

déclarant fidèle au devoir international. Son discours produisit une profonde impression.

UN TELEGRAMME DU SOVIET

Un télégramme se produisit alors. M. Marcel Cachin, député de Paris, intervint pour développer une motion d'ordre. « Le parti social-démocrate de Russie, dit-il, nous a envoyé, par télégramme, son salut amical. C'est par la voie de la presse seulement que nous en avons eu connaissance. Le gouvernement a donc empêché le télégramme de nous parvenir. Des cris d'hostilité nourris et prolongés se font entendre du temps de présence de M. Cachin termine ainsi : « Il faut faire entendre une protestation solennelle. Il est temps que la République française ne s'empêche pas de communiquer avec la République russe ».

Notules Marseillaises Pour les Tuberculeux

Il y a longtemps, alors que l'on commençait à s'occuper de la création d'un sanatorium départemental pour les tuberculeux, nous avions demandé que l'on unisse tous les efforts en vue du but commun. On nous avait promis, à l'époque, que les hospices de Marseille envisageaient l'érection de pavillons, tandis que le Conseil général, de son côté, recherchait un sanatorium. Il nous paraissait plus logique que les efforts s'associent en vue d'une seule œuvre, mais puissante et organisée parialement. On a préféré, chacun de son bord, les projets différents.

DISCOURS DE M. POISSON

M. Poisson, majoritaire, prend le premier la parole. Il se déclare favorable sans réserves au vote des crédits et à la participation ministérielle au baromètre. Il n'a rien de formel en ce qui concerne l'utilité d'une Conférence internationale, dont il veut, d'ailleurs, que les travaux commencent par la mise en contact des délégués allemands. Enfin, il considère que la réponse au questionnaire doit constituer la formule définitive du Parti pour son action nationale et internationale.

DISCOURS DE M. BRIZON

M. Brizon, majoritaire, prend le premier la parole. Il se déclare favorable sans réserves au vote des crédits et à la participation ministérielle au baromètre. Il n'a rien de formel en ce qui concerne l'utilité d'une Conférence internationale, dont il veut, d'ailleurs, que les travaux commencent par la mise en contact des délégués allemands. Enfin, il considère que la réponse au questionnaire doit constituer la formule définitive du Parti pour son action nationale et internationale.

Les Scandales de Paris

L'instruction a chômé hier Paris, 7 Octobre. Aucune opération du capitaine-rapporteur Bouchardon n'est prévue pour aujourd'hui.

L'AFFAIRE BOLO PACHA

Les déclarations de M. Charles Humbert Paris, 7 Octobre. M. Charles Humbert, dans le Journal, dit : « J'ai déclaré, dès l'arrestation de Bolo que le remboursement, l'opération, bien que simple, soulevait par elle-même des questions d'ordre public et d'ordre moral, et qu'il était désirable d'y apporter une solution définitive, sans délai, sans difficultés. Voici d'abord une signification qui n'est faite par le ministre à la demande de M. de Ferras, préfet de Bolo. Il me fait défense, ainsi qu'au Journal, de me désister de toutes sommes au profit de son fils. L'opération, qui est désirable, n'est donc pas terminée, et les questions de cette nature, en rappelant comme je l'ai déjà dit que le Journal ne doit rien à Bolo, ni aucun contrat avec lui, n'ont aucun caractère de confidentialité. Je tiens, quant à moi, mettre fin à l'association en participation formée par Bolo, mais mes lecteurs l'ont vu par la lettre que je lui ai adressée le 24 septembre, et qui est publiée dans le dernier numéro de l'association. Je ne réclame donc aucune somme inappreciable. Je me vois donc aujourd'hui dans la nécessité de m'adresser aux tribunaux pour demander l'annulation de cet acte ».

La Grève générale des Autobus et Tramways parisiens

Paris, 7 Octobre. Un conflit déterminé par la question des salaires, vient de surgir entre le personnel des Compagnies des omnibus, du Métropolitain et du Nord-Sud et les directeurs de ces Compagnies. Déjà deux conférences avaient eu lieu à ce sujet hier et vendredi au ministère de l'Intérieur, entre MM. Siegel, ministre de l'Intérieur ; Clavière, ministre des Travaux Publics ; Delannoy, préfet de la Seine ; Hudelo, préfet de police ; les représentants des Compagnies, et les délégués qui ont admis la possibilité des augmentations de salaires réclamées, mais sous la réserve que la ville prenne l'engagement de solder le déficit au moment du règlement annuel. A une heure du matin, (heures d'ivresse), un ordre du jour fut voté à l'unanimité, déclarant la grève générale des autobus et des tramways pour une durée de 24 heures à partir de ce matin. Il était décidé que les mobilisés en sursis d'appel se rendraient à leur dépôt, mais ne sortiraient pas des voitures. En cas de satisfaction ne serait pas accordée dans un bref délai, la grève générale recommencerait. Le travail recommencera lundi matin.

Autour de Marseille

AIX. — Bonnes de terre de consommation. — A partir de lundi 8 octobre courant, jusqu'à nouvel ordre, l'administration municipale ordonne que les bonnes de terre de consommation qui sont vendues au prix de fr. 30 centimes le kilo, dans la localité de la Halle aux grains, place de l'Hotel-de-Ville, ne sera pas délivré de quantités inférieures à 5 kilos et supérieures à 30 kilos par famille, de un vaissau d'un voyageur. A Tarascon, il a été émis au fort Saint-Nicolas, à la disposition de l'autorité militaire. Reconnu par mandat du Parquet de Montpellier, l'inculpé de vol, le journaliste Alexis Stryker, 28, rue de la République, a été arrêté hier par le service de la Sûreté.

Chronique Locale

La Température

Ciel beau hier à Marseille. La thermomètre marquait à 7 heures du matin, 10° 8 ; à 1 heure de l'après-midi, 19° 2 ; à 7 heures du soir, 15° 1. Un vent assez fort de Nord-Ouest a régné toute la journée.

Le Camouflage des Officiers allemands

Les portent l'uniforme de la Croix-Rouge en conduisant leurs troupes à l'assaut Front britannique, 7 Octobre. On lit dans un document allemand, saisi au cours de la dernière affaire des Flandres, l'extraordinaire instruction qui suit :

Les Sursis d'Appel des Classes 1903 à 1914

Paris, 7 Octobre. Pour répondre au vœu de la loi du 10 août 1917 et du décret du 5 octobre 1917 rendu pour son application, les mises en sursis d'appel des militaires de service armé des classes 1903 à 1914 ont été accordées que dans des cas tout à fait exceptionnels, les demandes individuelles pour ces sursis doivent donc être l'objet d'un examen soigné, opposant des arguments sérieux de résistance économique du pays, celles, non moins impérieuses, de l'entretien des effectifs mobilisés.

Les Retraités des Chemins de Fer

Paris, 7 Octobre. Les délégués des groupements des retraités des chemins de fer français se sont réunis cet après-midi au siège de leur association, rue de Londres, pour étudier le problème de la vie chère et prendre toutes résolutions pour y remédier. Les délégués ont ensuite envisagé le projet d'organisation d'une fédération réclamée par différents groupes de province, en vue de la défense des intérêts des retraités.

Union syndicale des Marins du Commerce

Salaires des Equipages Marseillais La section marseillaise de l'Union syndicale des Marins du Commerce réunis de France, afin d'éviter toute fautive interprétation d'un contrat de salaires récemment signé, nous demandons l'insertion de la lettre suivante de M. de Monzie, sous-secrétaire d'Etat à la Marine marchande :

Marseille et la Guerre

Moris au champ d'honneur Au nombre de nos concitoyens glorieusement tombés pour la défense de la Patrie, nous avons aujourd'hui à citer les noms de M. Auguste Chambereau, sergent au 6^e chasseurs, décoré de la Croix de guerre et de la Médaille militaire, tué à l'ennemi le 10 août 1917.

LA DISTRIBUTION DU SUCRE Cafetiers, Hôtels, Restaurateurs

Les bons de sucre du mois d'octobre seront délivrés à la Mairie, place Villeneuve, 2, de 8 h. 30 à 11 h. 30 le matin, et de 2 h. 30 à 5 h. 30 l'après-midi, dans l'ordre suivant : Mardi 9 du courant, lettre G ; mercredi 10, lettres H, I, K ; jeudi 11, lettre L.

COMMUNICATIONS

Séances des Comités. Assemblée générale de toutes les sections, mécaniciens, moitiers, fondeurs, chaudronniers et similaires le 9 du courant à 8 h. 30 du soir, cinéma de la place de Lenche. Ordre du jour : Ratification du nouveau Conseil ; compte rendu du délégué aux constructions navales ; budgets ; correspondances de la Fédération ; questions diverses.